



La salle des droits de l'homme du Palais du parlement à Bucarest, pendant la cérémonie d'ouverture — The Human rights hall of the Parliament Palace in Bucharest, during the official opening ceremony

## Conseil permanent de l'UIHJ à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007 : la diversification

Lors du conseil permanent qui s'est tenu à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007, le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a insisté sur l'importance de la diversification des activités de l'huissier de justice pour l'avenir de la profession en Europe et dans le monde.

Adrian Stoica, Bogdan Olteanu, Jacques Isnard, Tudor Chivariu, Ducu Mihai, Leo Netten



### L'huissier de justice : l'unique acteur de la procédure d'exécution

C'est dans le cadre exceptionnel du palais du Parlement roumain — le deuxième plus grand bâtiment au monde après le Pentagone — que s'est tenue la première journée du traditionnel conseil permanent européen et américain de l'UIHJ.

Une trentaine de délégations étaient présentes, ainsi que des représentants d'Azerbaïdjan, de Moldavie et de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine, invités, et des représentants du ministère de la justice de Roumanie et du Gouvernement. La cérémonie solennelle d'ouverture s'est tenue devant les caméras de télévision et les journalistes venus relayer l'événement. M. Bogdan Olteanu, président de la Chambre des députés de Roumanie

s'est déclaré très heureux de prêter la salle des droits de l'homme du Palais du Parlement pour permettre la tenue des travaux. M. Olteanu a indiqué bien connaître la profession d'huissier de justice lorsqu'il était lui-même avocat. « Je suis très désireux de vous appuyer dans votre développement pour une profession libérale et fonctionnelle » a-t-il dit. Il a ensuite indiqué que le Gouvernement travaille pour renforcer la profession et que des réformes seront réalisées en partenariat avec toutes les personnes concernées. Le président de la Chambre des députés a également salué l'impact des travaux de l'UIHJ sur le plan international et national avec le projet en cours de centre international de formation. En écho aux mots de M. Olteanu, Ducu Mihai, président de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations étrangères sur le sol roumain. Il a indiqué que l'honneur qui lui était fait d'accueillir le conseil permanent rejaillissait sur l'ensemble de la profession et sur la Roumanie qui venait juste de rejoindre l'Union européenne. Il a précisé que le souhait des huissiers de justice roumains était d'élever la profession aux plus hauts standards.

M. Tudor Chivariu, ministre de la justice de Roumanie, a ensuite pris la parole. Il a rappelé son souci de développer les relations avec les professions judiciaires. M. Chivariu a souligné les améliorations qui se traduisent par une chute des plaintes relatives aux huissiers de justice. « Concernant la formation professionnelle continue, grâce au centre de formation, le professionnalisme va s'accroître et le public va changer sa perception sur la profession » a-t-il

Une partie des délégations — A part of the delegations





Ducu Mihai, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie —  
President of the National Chamber of Judicial Officers of Romania, Jacques Isnard, Tudor Chivariu

insisté. Et d'ajouter : « Les modifications du Code de procédure civile confèrent à l'huissier de justice le droit d'être l'unique acteur de cette procédure où le juge n'intervient que dans le cadre des contestations ou dans celui des mesures conservatoires, comme c'est le cas dans les autres pays tels la France, la Belgique ou les Pays-Bas ».

### Les extraordinaires progrès accomplis par les huissiers de justice roumains

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a rappelé les extraordinaires progrès accomplis par les huissiers de justice roumains, sous l'impulsion de son infatigable président, Ducu Mihai. « Nous avons souvenir de notre première visite il y a onze ans auprès des collègues fonctionnaires de l'époque, et des conditions de précarité qui entouraient leur activité. Nous avons alors été frappés par le peu de crédit qui était accordé à leurs fonctions » se souvient le président de l'UIHJ. « Il est exceptionnel que l'UIHJ tienne aussi rapidement, après la création de la profession dans un Etat, un conseil permanent européen. Cela aurait pu paraître une gageure pour beaucoup... mais pour l'Union roumaine et son président il ne s'agit là que d'un simple enchaînement logique d'une série d'actions » a-t-il poursuivi. Jacques Isnard a ensuite salué l'ensemble des délégations et tous les invités, en particulier ceux qui se sont déplacés pour la première fois. Le président de l'UIHJ a été particulièrement reconnaissant envers toutes les autorités et les personnalités qui ont honoré de leur présence les travaux du conseil permanent, et tout spécialement M. Chivariu, ministre de la justice qui a bien voulu présider la cérémonie solennelle d'ouverture des travaux.

### S'ouvrir largement vers de nouvelles activités

Evoquant la stabilité générale de la profession d'huissier de justice au niveau européen, Jacques Isnard a considéré qu'il paraît désormais opportun de s'interroger sur la situation à venir des huissiers de justice. L'analyse du président de l'UIHJ oscille entre contraste, mouvance et incertitudes. La profession est contrastée. En pleine expansion dans certains Etats avec une marge de progression économique constante, voire une certaine euphorie au niveau des produits, elle reste menacée par ailleurs, notamment par les effets de politiques nationales, qui se manifestent par des tensions qui tendent à amenuiser l'activité et à altérer l'image des huissiers de justice. Pour le président de l'UIHJ, la situation est mouvante car « il suffit de peu » : parfois un ministre qui change ou un président qui achève son mandat et c'est tout un processus de construction et de progrès, jusque là patiemment échafaudé, qui se retrouve soudain mis en



Le ministre de la justice, pendant une interview — The Minister for Justice, during an interview

réserve, sinon voué à l'abandon. Enfin, des incertitudes planent sur l'avenir de la profession. « Contribuer à créer dans la plupart des Etats membres un huissier de justice libéral, c'est bien. Encore importe-t-il d'assurer son avenir. Cet avenir s'articule autour d'un axe central : celui de l'économie de nos offices » a précisé Jacques Isnard. Pour lui, l'exécution des jugements ne saurait garantir notre avenir. C'est pourquoi l'UIHJ n'a de cesse, depuis le début des années 2000, que de multiplier les recommandations incitant la profession à se diversifier. « Il faut nourrir d'autres ambitions et s'ouvrir largement vers de nouvelles activités » a-t-il proposé. Le président de l'UIHJ a illustré son propos avec la directive des Communautés européennes sur les services et son exclusion à l'égard de la profession d'huissier de justice. On peut concevoir, en raison de son rattachement au service public de la justice, que tout ce qui touche au secteur monopolistique - par exemple l'exécution - tombe sous le coup de l'exclusion. Mais, qu'en est-il des autres activités, précisément celles à caractère concurrentiel ? Admettre l'exclusion totale de la directive aux huissiers de justice comporte un risque : celui de se retrouver enserrés dans le bloc d'un système judiciaire national incluant l'huissier de justice officier ministériel ou « fonctionnaire » privé attachés au service exclusif de la justice avec pour seul profit celui d'être rivaux à l'exécution des jugements (pour ce qu'il en restera) ou à la signification des actes. Le président Isnard a invité chacun à être vigilant au moment des votes des lois de transposition dans les Etats membres de l'union européenne. Il a conclu ses propos en saluant les représentants d'Azerbaïdjan, de Moldavie et de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine. Il a également tenu à féliciter les présidents nouvellement élus : Ginters Hmelevskis (Lettonie), Gabriel Pietrasik (Pologne), Josef Risian (Slovaquie), Louis-Raymond Maranda (Canada) et Roderick MacPherson (Ecosse). Enfin, il a remercié l'Union des huissiers de justice de Roumanie, et son président Ducu Mihai, pour l'accueil et son travail colossal dans l'organisation du conseil permanent.

### Une étincelle sur le chemin de l'exécution forcée

Dans un discours empreint d'une émotion fédératrice, le président Mihai n'a pas caché sa joie et sa fierté de participer à cet événement qui « rentrera dans l'histoire de l'exécution forcée de la Roumanie ». « Nous avons allumé une étincelle sur le chemin de l'exécution forcée » s'est-il avancé. Le président de l'Union des huissiers de justice de Roumanie n'a pas caché sa volonté de préparer l'avenir, en parfaite harmonie avec les prescriptions de l'UIHJ : élargissement des activités avec la signification des actes qui se superposera aux missions de l'huissier de justice, formation permanente, garantie totale dans



l'accomplissement des actes, professionnalisme, discipline, éthique. « *Nous vivons dans un monde globalisé. Nous devons être transparents. Nous devons être crédibles et nous le serons avec le professionnalisme. Les professionnels sont ceux qui sauvent le monde. En ma qualité de président, je souhaite que le nom de l'huissier de justice soit au frontispice de la Roumanie* » a conclu Ducu Mihai, en remerciant le président de la Chambre des députés et le ministre de la justice pour leur soutien.

## Rapport sur l'état de la profession

Après cette séance solennelle d'ouverture particulièrement riche, immédiatement suivie d'interviews pour la presse et les médias, et après une courte pause, les travaux ont rapidement commencé.

Dans son rapport sur l'état de la profession, Jacques Isnard a regretté le départ de l'Association des enforcement officers anglais, qui ont déclaré ne pas pouvoir payer les cotisations de l'UIHJ, pourtant très modiques. Interrogé sur la question, David Walker (Ecosse), membre du bureau de l'UIHJ, s'est déclaré surpris. « *La profession est très organisée mais il est possible de devenir Certificated Bailiff sans aucune formation. Peut-être ne se sentent-ils pas en phase avec les exigences de l'UIHJ ?* » s'est-il demandé.

Concernant l'Italie, le président de l'UIHJ a mentionné la visite d'une délégation italienne au siège de l'UIHJ, à Paris, en janvier 2007. La délégation se composait de quatre confrères italiens qui venaient de créer une nouvelle organisation (l'Union des Ufficiali Giudizari européens) : Arcangelo d'Aurora, huissier de justice à Cesena (président), Andrea Mascioli, huissier de justice à Tivoli, Irene Maialetti, huissier de justice à Tivoli, et Adele Carrera, huissier de justice à Rome. Cette organisation a été créée dans le but de mettre en place une profession libérale en Italie. « *Nous avons beaucoup d'espoir maintenant à la faveur de l'engagement de nos confrères italiens* » s'est réjoui le président Isnard.

La représentante de la Bulgarie a présenté l'évolution de la situation dans son pays. Elle a remercié l'UIHJ pour son support en faveur de l'huissier de justice libéral en Bulgarie. Après un an et demi d'exercice, la Chambre des huissiers de justice a été très active et le succès a été constaté à l'occasion de la première assemblée générale, a-t-elle déclaré en affirmant : « *Dans notre pays, nous avons prouvé que le modèle libéral est plus efficace que le modèle fonctionnaire* ».

*Alain Bighelli, secrétaire du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) — Secretary of the board of the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ), Paul Rochard, président de la CNHJ — President of the CNHJ, Jacques Bertaux, membre de l'UIHJ — Member of the UIHJ*



Concernant la Pologne, Michal Redelbach a annoncé que le ministère de la justice veut ouvrir la profession à tous les juristes et souhaite multiplier le nombre d'huissiers de justice (5 000 au lieu des 600 actuels). Par ailleurs, notre confrère a déploré les problèmes liés à l'application du tarif en défaveur des huissiers de justice. Le président Isnard a indiqué qu'une délégation de haut niveau du ministère de la justice de Pologne a été accueillie à Paris, les 25 et 26 avril 2007 par l'UIHJ et par la Chambre nationale des huissiers de justice de France pour une mission d'études portant sur l'organisation fonctionnelle de la profession et sur le régime des procédures d'exécution en France. Cette mission était composée de M. Andrzej Kryze, vice ministre de la Justice, M. Karal Dalek, directeur du Département de l'Organisation judiciaire, Tomasz Jasklowski, directeur-adjoint du Département de l'Organisation judiciaire et Urszula Wiczorek, chef de division des notaires et des huissiers au ministère de la justice. Le président Isnard s'est déclaré satisfait des discussions qui se sont déroulées à Paris et a précisé qu'un colloque est prévu les 14 et 15 juin 2007 auquel il participera.

Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, a fait un rapport sur les 5es journées des Procuradores espagnols qui se sont tenues à Séville les 2 et 3 février 2007. A cet égard, il a insisté sur la volonté des Procuradores d'obtenir l'exécution des décisions de justice et des difficultés liées à la signification des actes (il est nécessaire d'avoir recours à deux témoins pour remettre un document à une personne autre que le destinataire).

Abel-Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure de France (ENP), a évoqué la création de l'Institut international du droit de l'exécution dont la première réunion s'est tenue à Sinaia (Roumanie) les 15 et 16 février 2007. « *Il faut promouvoir la profession au travers de la formation. L'UIHJ a intérêt à chapeauter cela pour une harmonisation. Je suis à la disposition de l'UIHJ et des pays. La Chambre nationale française me donne tous les moyens pour assurer la création d'écoles dans le monde* » a annoncé le président Pansard. Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) a renchérit en ouvrant les portes de la « *maison des huissiers de justice* » à Paris. « *Nous accueillons de très nombreuses délégations. Si les pays souhaitent rencontrer l'ENP, nous y sommes tout à fait favorables* » a-t-il déclaré. A sa suite, Bernard Menut, lui-même ancien président de la CNHJ et secrétaire de l'UIHJ, a souligné l'importance de se tourner vers une école de formation spécifique en « *oubliant le schéma unique proposé généralement par les Américains ou encore les Allemands* ».

*Yacine Sene & Roger Dujardin, vice présidents de l'UIHJ — Vice-Presidents of UIHJ, Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of the UIHJ*



Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal, a fait un rapport sur la réunion des Solicitadores qui s'est tenue à Lisbonne les 23 et 24 février 2007 et à laquelle le président de l'UIH ainsi qu'un représentant de la Conférence de La Haye de droit international privé ont participé.

### Faire progresser la profession libérale en Europe

Le colloque international de Zagreb (Croatie) des 8 et 9 mars 2007 a ensuite été présenté par le président Isnard. Ce colloque, le plus important organisé par l'UIH en dehors d'un congrès, réunissait des intervenants venus de onze pays différents. Il avait pour thème « *Quel huissier de justice pour l'Europe ?* ». « *Cette manifestation a permis de faire progresser la profession libérale en Europe* » a souligné le président de l'UIH. A la suite de Zagreb, un second séminaire international a été organisé le 12 avril 2007 à Ljubljana (Slovénie) sur le thème : « *L'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne* ». La quasi-totalité des huissiers de justice slovènes ont participé à cet événement ainsi que des représentants des autorités slovènes. Il s'agissait pour l'UIH et la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie d'alerter les autorités et l'opinion sur les dangers que représenterait un retour à une profession fonctionnarisée.

Nicola Hessel, secrétaire permanente de l'UIH pour les pays scandinaves, présenta ensuite son rapport, très complet, comme à son habitude. Concernant le Danemark, notre consœur a indiqué que les Danois ont réorganisé le recouvrement des créances publiques et ont créé depuis le 1er novembre 2005 une seule autorité pour toutes les créances de l'Etat et des municipalités. En Norvège, l'Association des huissiers de justice norvégiens a fait une demande d'adhésion à l'UIH en novembre 2006 lors du conseil permanent. Une convention de jumelage a été signée entre Oslo (Norvège) et Göteborg (Suède) et permettra des échanges directs entre les huissiers de justice. En Finlande, le nombre de fonctionnaires du service public du recouvrement forcé doit être réduit en 2008 (23 au lieu de 51). Concernant l'Islande, Nicola Hessel a déploré l'absence de contacts. En Suède, la réorganisation du service public du recouvrement forcé doit inclure une plus grande indépendance qui serait détachée du Trésor public, une bonne nouvelle selon notre consœur. Enfin, la secrétaire permanente de l'UIH a annoncé que le 5e séminaire nordique aura lieu des 12 au 14 septembre 2007 à Stockholm, sur le thème du « *débiteur au-delà des frontières* ».

Francis Guépin

Sue Collins, déléguée de l'UIH pour les Etats-Unis, a fait état de l'avancée des contacts qu'elle a noués depuis plusieurs mois. Elle a indiqué qu'elle s'est rapprochée de l'American Bar Association qui souhaite que l'UIH avance des propositions concrètes. Concernant les Sheriffs, Sue Collins a regretté que les nouveaux représentants de cette association, qui organise un congrès à Salt Lake City en juin 2007, ne jugent pas utile pour le moment de se rapprocher de l'UIH. Mais notre consœur a l'intention de nouer des contacts. Son travail et sa pugnacité ont été unanimement salués par les délégations.

En Autriche, notre confrère Anton Lojowski a annoncé qu'il avait pris l'initiative de créer une nouvelle association. Celle-ci compte aujourd'hui une douzaine de membres. L'objet de l'association sera de tenter de convaincre les huissiers de justice de se tourner vers le système libéral. « *Le problème est que les confrères sont très mal informés* » déplore Anton Lojowski. « *Nous comptons que le soutien de l'UIH* » a-t-il indiqué. Pour l'Italie, Andrea Masciotti a remercié l'UIH et son président pour sa confiance renouvelée dans la nouvelle association d'huissiers de justice italien (L'union des Ufficiali Giudizzari européens). « *La justice en Italie est paralysée dans tous les secteurs, y compris dans le cadre de l'exécution. Nous voulons créer les conditions pour établir une profession libérale* » a-t-il annoncé.

### Bonnes et mauvaises nouvelles

De mauvaises nouvelles sont arrivées d'Allemagne. Il semblerait que le projet de mise en place d'un huissier de justice libéral n'ait pas recueilli la majorité des deux tiers au Bundesrat, nécessaire pour un changement constitutionnel, s'est attristée la représentante allemande.

Plus réjouissant est l'annonce faite par M. Alikhanov, chef du service de l'exécution forcée au ministère de la Justice d'Azerbaïdjan, faisant part de son souhait de devenir membre de l'UIH. M. Alikhanov a chaleureusement remercié l'UIH pour son action dans le projet de réforme dans son pays et en particulier son maître d'œuvre, Bernard Menut. Ce dernier s'est réjoui que des experts de l'UIH maintenant reconnus soient sollicités pour de nouveaux marchés, notamment pour l'Euroméditerranée, au Kosovo ou dans le Golfe persique avec l'Etat du Bahreïn. A l'instar de l'Azerbaïdjan, M. Stankovic, président de l'Association des huissiers de justice de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine a annoncé son désir de rejoindre les nombreux pays membres de l'UIH. Les représentants de Moldavie ont demandé de l'aide pour inciter

M. Alikhanov, directeur du service des huissiers de justice de la République d'Azerbaïdjan — Head of the Service of Judicial Officers of the Republic of Azerbaijan

Abel Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure de France — President of the French National Chamber of Procedure





le gouvernement de leur pays à « reconnaître et à satisfaire les demandes des huissiers de justice pour une mise en place d'une profession libérale ». Ils ont également remercié leurs confrères roumains, et le président Mihai, pour leur soutien. Le président Isnard a confirmé le soutien de l'UIHJ et a souligné que c'était grâce à l'appui des Roumains que nos confrères moldaves avaient pu effectuer le déplacement.



*Les délégations, dans l'escalier monumental du hall principal du Palais du Parlement – The delegations on the Great Staircase of the main hall of the Parliament Palace*

## Grande manifestation à Bruxelles en février 2008

Bernard Menut a ensuite présenté le bilan des travaux effectués en novembre 2006 pendant le conseil permanent sur la pluridisciplinarité en soulignant le succès de la formule. Pour le prochain conseil permanent, le secrétaire de l'UIHJ a proposé de travailler sur les thèmes suivants :

- Normes harmonisées de remise des documents judiciaires (signification). Soit cela n'existe pas (dans ce cas comment cela peut fonctionner), soit cela existe (dire comment le système fonctionne) ;
- Accès aux informations patrimoniales du débiteur : recherches des agents d'exécution auprès des fichiers existants ;
- Attestation de patrimoine négatif (carence du débiteur). On constate que le débiteur n'a aucun moyen de payer. Qui peut faire ce document ? Sur quelle base ? Quelle est la valeur de ce document ? Quelle est sa durée de vie ? Quels sont ses effets ?

Se basant sur une étude de l'UIHJ, Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, a annoncé la tenue d'une grande manifestation à Bruxelles en février 2008 sur l'utilisation des instruments européens.

Concernant la communication, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ a souligné la qualité du magazine et du site Internet et a remercié Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, pour son investissement dans ces deux domaines. Ce dernier a présenté un rapport intermédiaire sur le Comité de l'UIHJ. Il a indiqué que le questionnaire sur la profession préparé par le Comité serait adressé prochainement aux membres du Comité, avec un mode d'emploi pour constituer la bibliographie mondiale et compléter le manuel des huissiers de justice.

Parmi les autres événements du conseil permanent, la charte Eurodanube a été signée par l'ensemble des représentants des délégations, à l'exception de

la Hongrie. La première réunion d'UIHJ-Eurodanube se tiendra à Varsovie en septembre 2007 a indiqué Michal Redelbach.

## La petite sœur de l'Ohada

Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ, a évoqué l'Ohadac, petite sœur de l'Ohada africaine pour la zone Caraïbes. Le traité de l'Ohada a connu un tel succès que d'autres pays ont souhaité réfléchir sur la possibilité de mettre en place un tel système dans leur région, comme en Afrique australe ou dans la zone Caraïbes. « Les huissiers de justice sont les acteurs les plus performants dans le cadre de l'Ohada » a souligné notre consœur. Cela explique que l'UIHJ a été sollicitée pour apporter son aide aux côtés des autres organisations. « Nous sommes invités en raison de notre expérience dans le domaine de l'Ohada et international, aux côtés des magistrats et des personnes du monde judiciaire, et notamment du rayonnement de l'UIHJ dans la zone Caraïbes. Je voudrais dire combien le rayonnement de l'UIHJ est toujours plus constant et plus lumineux » a poursuivi Jacques Isnard.

Enfin, le président de l'UIHJ a évoqué le congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille (France) des 7 au 11 septembre 2009 sur le thème provisoire de : « Nouveaux droits pour une profession plus ouverte ».

Ce thème résulte de l'idée de rassembler les travaux des congrès de l'UIHJ depuis Athènes et d'émettre des idées nouvelles sur des fondements du droit avec une déclinaison et une adaptation aux nouvelles techniques juridiques.

*A droite, les représentants de la délégation bulgare – On the right, the representatives of the Bulgarian delegation*



*David Walker, Roland de Meerleer, André Mathieu, membres du bureau de l'UIHJ – Members of the board of the UIHJ*



Ainsi, dans la conception actuelle du droit romano-germanique, un emplacement de parking est un immeuble qui nécessite des démarches compliquées pour le vendre alors qu'un tableau de maître peut être vendu avec des formalités réduites. « *Notre ambition est de constituer des équipes pour bouleverser la classification biens meubles et biens immeubles car il existe un élément, celui relatif aux créances, qui revient en permanence. Nous allons joindre les travaux de la pluridisciplinarité à cette nouvelle classification. Nous allons faire valoir des instruments nouveaux comme l'acte privé ayant un caractère authentique. S'il est quelqu'un qui peut authentifier un document privé, c'est bien l'huissier de justice* », a précisé le président Isnard.

Aux termes de deux journées d'une grande intensité, il était temps pour le président Mihai de remercier l'ensemble des participants en rappelant à nouveau l'honneur qui revenait à la Roumanie d'organiser ce conseil permanent. « *Sans le soutien de Jacques Isnard, nous ne serions jamais arrivés à un tel niveau de développement. Nous étions dans l'impasse. Il y avait des intentions pour que notre profession redevienne fonctionnaire. M. Isnard nous a incités à nous battre pour nos droits* » a reconnu le Ducu Mihai. Et le président Isnard de conclure : « *Nous arrivons aux termes de ce conseil permanent. Vous avez réalisé une véritable prouesse avec un nombre de participants jamais égalé. Il y cinq ans, vous n'existiez pas ! Vous avez créé, développé, résisté et organisé ce conseil permanent. Vous allez ouvrir le centre de formation à Sinaia. Vous servez d'exemple à ceux qui sont présents et invités. Tous ont été frappés et marqués par les marques d'estimes dont vous avez fait l'objet de la part de vos autorités, du ministère de la justice et du président de l'Assemblée. C'est la démonstration de l'empreinte que vous laissez sur l'activité judiciaire de votre pays. Nous avons été invités dans ce Versailles bis moderne. Cela peut raviver les plaies de l'histoire mais c'est la Roumanie qui l'a construit et le monde entier se déplace pour le voir* ».

Le dîner de gala qui a suivi a permis à chacun de se retrouver dans la confraternité, de poursuivre les discussions et de goûter, avec les spécialités locales, à l'amitié qui unit les huissiers de justice dans le monde.

*Le palais du Parlement – The Parliament Palace*

## The Permanent Council of the UIHJ in Bucharest, Romania May 10th and 11th, 2007: Diversification

The Permanent Council was held in Bucharest (Romania) May 10th and 11th, 2007. At this meeting Jacques Isnard, President of the UIHJ, insisted on the importance of the diversification of the activities of the Judicial Officer for the future of the profession in Europe and in the world.

### The Judicial Officer: The Single Actor of the Enforcement Procedure

The first day of the traditional European and American Permanent Council of the UIHJ was held in the exceptional building of the Romanian Parliament Palace - the second largest building in the world after the Pentagon. About thirty delegations were present, as well as representatives of Azerbaijan, Moldova, the Former Yugoslavian Republic of Macedonia (FYROM), guests and representatives of the Ministry of Justice of Romania and of their Government.

The solemn opening ceremony was held in front of the television cameras and journalists who came to cover the event. Mr. Bogdan Olteanu, President of the House of Commons of Romania, stated he was very happy to lend the magnificent room of the human rights of the Parliament Palace for the meeting. Mr. Olteanu clearly showed he was familiar with the occupation of the Judicial Officer, as he is himself a lawyer. "I am very eager to support you in your development for a liberal and functional profession" he said. He then indicated that the Government works to reinforce the profession and that the reforms will





be carried out in partnership with all the people concerned. The President of the House of Commons understands the impact of the work of the UIHJ, both on international and national levels, concerning the project of the international training center. In echo to the words of Mr. Olteanu, Ducu Mihai, President of the National Union of the Judicial Officers of Romania, welcomed the foreign delegations in attendance on Romanian ground. He indicated that the honor, which was made to him to accommodate the permanent council, reflected on the whole profession as well as Romania, which had just joined the European Union. He specified that the wish of the Romanian Judicial Officers was to raise the profession to the highest standards.

Mr. Tudor Chiuariu, Minister of Justice for Romania, pointed out his concern of developing relationships within the legal professions. Mr. Chiuariu underlined the improvements, which result in a decline of the complaints relating to the Judicial Officers. *“Concerning the permanent vocational training, thanks to the training center, professionalism will increase and the public will change its perception on the profession”*, he insisted. And to add: *“The modifications of the Code of Civil Procedure confer on the Judicial Officer the right to be the single actor of this procedure where the judge only intervenes within the framework of disputes or of provisional measures, as is the case in other countries such as France, Belgium or the Netherlands”*.

### Extraordinary Progress Achieved by the Romanian Judicial Officers

Jacques Isnard, President of the UIHJ, pointed out the extraordinary progress achieved by the Romanian Judicial Officers, under the impulse of its untiring President, Ducu Mihai. *“We have to remember our first visit eleven years ago to our colleagues – who were civil servants at that time - and the conditions of precariousness which surrounded their activity. We had then been struck by the little credit which was granted to their functions”*, remembers the President of the UIHJ. *“It is exceptional that the UIHJ holds so quickly, after the creation of the profession in a country, a European Permanent Council. That could have appeared a challenge for many... but for the Romanian Union and its President, it was merely a simple logical sequence of a series of actions”* he added. Jacques Isnard then greeted the delegations and guests, in particular those who were attending Permanent Council for the first time. The President of

the UIHJ was particularly grateful towards all the authorities and the personalities who honored, with their presence, the work of the Permanent Council, and in particular Mr. Chiuariu, Minister of Justice, who agreed to chair the solemn opening ceremony.

### An Opening to New Activities

Evoking the general stability of the occupation of Judicial Officers in Europe, Jacques Isnard considered that it is now possible to wonder about the future for the profession. The analysis of the president of the UIHJ oscillates between contrast, mobility and uncertainty. The profession is contrasted. In full expansion in certain States with a margin of constant economic progression, even euphoria on the economic level, it remains threatened in some places, in particular due to the effects of national policies, which bring tensions that tend to reduce the activity, and to deteriorate the image of the Judicial Officers. For the president of the UIHJ, the situation is moving because *“little things may have large effects”*: sometimes when a minister changes or a president completes his mandate, a whole process of construction and progress, which had been patiently made, can suddenly be put in reserve, or abandoned altogether. Lastly, there is a sense of threat in the air for the future of the profession. *“To contribute in creating a liberal Judicial Officer in the majority of the Member States is one thing. To ensure its future is another thing. This future is articulated around a central axis: that of the economy of our offices”*, specified Jacques Isnard. For him, the execution of judgments could not guarantee our future. This is why the UIHJ never ceases, since the beginning of the year 2000, to multiply incentive recommendations for the profession to be diversified. *“It is necessary to nourish other ambitions and to open areas of new activities”*, he suggested. The President of the UIHJ illustrated his point with the directive of the European Communities on services and its exclusion with regard to the occupation of Judicial Officer. One can conceive, because of its link to the public service of justice, which all that concerns the monopolistic sector – for example enforcement should be excluded. But, what about other activities, precisely those in competing matter? To admit the total exclusion of the directive to the Judicial Officers involves a risk: that to find itself enclosed in the block of a national legal system, including the Judicial Officer member of the legal professions attached to the exclusive service of justice with for only

Jacques Isnard & Tudor Chiuariu, ministre de la justice de Roumanie – Minister for Justice of Romania



Mme Liana Dumitrescu, députée - Deputy, Bogdan Olteanu, Jacques Isnard, Tudor Chiuariu





Jacques Isnard, Tudor Chiuariu, Ducu Mihai

profit that of being riveted to the execution of judgments (for what will remain of it) or to the service of documents. President Isnard invited each one to be vigilant at the time of the votes of the laws of transposition in the Member States of the European Union. He concluded his presentation by greeting the representatives from Azerbaijan, Moldova and FYROM. He also made a point of congratulating the newly elected presidents: Ginters Hmelevskis (Latvia), Gabriel Pietrasik (Poland), Josef Risian (Slovakia), Louis-Raymond Maranda (Canada) and Roderick MacPherson (Scotland). Lastly, he thanked the Union of the Judicial Officers of Romania, and its President Ducu Mihai, for the reception and its colossal work in the organization of the Permanent Council.

### A Spark on the Way of Enforcement

In a speech marked with a federative emotion, President Mihai did not hide his joy and his pride to take part in this event, which *"will mark the history of enforcement in Romania"*. *"We lit a spark on the way of enforcement"* he said. The president of the Union of the Judicial Officers of Romania did not hide his willingness to prepare the future in perfect harmony with the prescriptions of the UIHJ: widening activities with the service of documents which will be superimposed with the missions of the Judicial Officer such as permanent training, full liability, professionalism, discipline, and ethics. *"We live in a globalized world. We must be transparent. We must be credible and we will be with professionalism. The professionals are those who save the world. In my capacity as a president, I wish that the name of the Judicial Officer be at the front piece of Romania"*, concluded Ducu Mihai, by thanking the President of the House of Commons and the Minister of Justice for their support.

Bogdan Olteanu, président de la Chambre des députés de Roumanie — President of the House of Commons of Romania



Une partie des délégations — A part of the delegations



### Situation Report of the Profession

After this particularly rich solemn opening meeting, which was immediately followed by interviews by the press and the media, the work quickly started. In his report on the profession, Jacques Isnard regretted the departure of the Association of English Enforcement Officers, which stated their inability to pay the contributions of the UIHJ, however very moderate. When questioned on the question, David Walker (Scotland), member of the board of the UIHJ, declared his surprise. *"The profession is very organized, but it is possible to become a Certificated Enforcement Officer without any training. Maybe they don't feel in phase with the requirements of the UIHJ?"* he wondered.

Concerning Italy, the president of the UIHJ mentioned the visit of an Italian delegation to the head office of the UIHJ, in Paris, in January 2007. The delegation was composed of four Italian fellow-members who had just created a new organization (Union of European Ufficiale Giudiziari). The delegation consisted of Arcangelo d'Aurora, Judicial Officer in Cesena (President), Andrea Mascioli, Judicial Officer in Tivoli, Irene Maialetti, Judicial Officer in Tivoli, and Adele Carrera, Judicial Officer in Rome. This organization was created with an aim of setting up a liberal profession in Italy. *"We have now many hopes with the engagement of our Italian fellow-members"*, concluded President Isnard.

The representative of Bulgaria presented the evolution of the situation in her country. She thanked the UIHJ for its support in favor of the liberal Judicial Officer in Bulgaria. After one and one-half years of exercise the Chamber of the Judicial Officers was very active and success was noted at the time of the first general assembly, she declared. She stated: *"In our country, we proved that the liberal model is more effective than the civil servant model"*.

Concerning Poland - Michal Redelbach announced that the Ministry for Justice wants to open the profession to all the lawyers and wishes to multiply the number of Judicial Officers to 5,000 instead of the current 600. In addition, our colleague deplored the problems involved in the application of the tariff in discredit of the Judicial Officers. President Isnard indicated that a high level delegation of the Ministry of Justice of Poland was accommodated in Paris, April the 25th and 26th, 2007 by the UIHJ and the national Chamber of the Judicial Officers of France for a study mission relating to the functional organization of the profession and the mode of the enforcement procedures in France. This mission consisted in Mr. Andrzej Kryze, Vice-Minister for Justice, Mr. Karal Dalek, Director of the Department of the Legal Organization, Tomasz Jasklowski, Director-Assistant of the Department of the Legal Organization, and





Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ – 1st Vice-President of UIHJ



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of UIHJ



Antonio da Cunha, président de la chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Portuguese Chamber of Solicitadores

Urszula Wiecezorek, head of The Division of Notaries and the Judicial Officers at the Ministry of Justice. President Isnard declared himself satisfied with the discussions, which proceeded in Paris, and added that a conference is scheduled for June 14th, and 15th, 2007 that he would attend.

Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, submitted a report on the Spanish 5th meeting of Procuradores, which was held in Seville on February the 2nd and 3rd, 2007. In this respect, he insisted on the will of Procuradores to obtain the execution of the court decisions and the difficulties relating to the service of documents (it is necessary to have recourse to two witnesses to hand a document to a person other than the recipient).

Abel-Didier Pansard, President of the National School of Procedure of France (ENP), evoked the creation of the International Institute of the Law of Enforcement of which the first meeting was held in Sinaia (Romania) February 15th and 16th, 2007. "It is necessary to promote the profession through training. The UIHJ has interest and should head this institute to ensure harmonization. I am at the disposal of the UIHJ and the countries. The French National Chamber gives me all the means to ensure the creation of schools in the world", announced President Pansard. Paul Rochard, President of the National Chamber of the Judicial Officers of France (CNHJ) confirmed his words by opening the door of the "house of the Judicial Officers" in Paris. "We accommodate very many delegations. If the countries wish to meet the ENP, we are completely willing to help", he declared. On the same matter, Bernard Menut, himself a former president of the CNHJ and Secretary of the UIHJ, stressed the importance to turn to a specific training school and to "forget the single diagram generally suggested by the Americans or the Germans".

Antonio Gomes da Cunha, President of the Chamber of Solicitadores of Portugal, submitted a report on the meeting of Solicitadores, which was held in Lisbon February 23rd, and 24th, 2007 in which the president of the UIHJ as well as a representative of The Hague Conference on Private International Law took part.

Une partie des délégations – A part of the delegations

### To Move the Liberal Profession Forward in Europe

The report on the International Conference of Zagreb (Croatia), held March 8th and 9th, 2007, was then presented by President Isnard. This conference, the most important organized by the UIHJ apart from a Congress, brought together speakers from eleven different countries. The topic of the conference was: "Which Judicial Officer for Europe?" "This conference made it possible for the liberal profession to progress in Europe" underlined the president of the UIHJ. Following Zagreb, a second international seminar was organized on April 12th, 2007 in Ljubljana (Slovenia) on the topic of the "Harmonization of the Occupation of Judicial Officers and the Procedures of Execution in the European Union". Nearly all of the Slovenian Judicial Officers took part in this event as well as representatives of the Slovenian authorities. The aim of the UIHJ and the national Chamber of the Judicial Officers of Slovenia was to change the opinion of the authorities and to alert them to the dangers that the return to a civil servant profession would represent.

Nicola Hesslèn, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries, presented her report, which was very complete, as usual. Concerning Denmark, our colleague indicated that the Danes reorganized the public service of the recovery of debts and on November 1, 2005, created a single authority for all the State and municipality's debts. In Norway, the Association of the Norwegian Judicial Officers made a request to become a member of the UIHJ





*Nicola Hessler & Sue Collins, déléguées permanentes de l'UIHJ – Permanent Delegates of the UIHJ, Elin Vilippus, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Estonia*

in November 2006 at the time of the Permanent Council. A twinning convention was signed between Oslo (Norway) and Goteborg (Sweden) that will allow direct exchanges between the Judicial Officers. In Finland, the number of civil servants of the Public Enforcement Service must be reduced in 2008 (23 instead of 51). Concerning Iceland, Nicola Hessler deplored the absence of contacts. In Sweden, the reorganization of the public enforcement service will bring a greater independence that would be detached from the Treasury, an improvement according to our colleague. Lastly, the Permanent Secretary of the UIHJ announced that the 5th Scandinavian seminar will take place from the 12th of September through the 14th, 2007 in Stockholm, on the topic of the *"The Debtor in Focus"*.

Sue Collins, Deputy of the UIHJ for the United States, gave a report on the advanced contacts that she has tied for several months. She indicated that she approached the American Bar Association, which wishes that the UIHJ advanced specific proposals. Concerning the Sheriffs, Sue Collins considered it regrettable that the new representatives of this association, which will organize a congress in Salt Lake City in June 2007, did not judge a relationship with the UIHJ useful for the moment, but our colleague intends to try new contacts. Her work and her pugnacity were unanimously greeted by the delegations.

In Austria, our fellow-member Anton Lojowski announced that he had taken the initiative to create a new association, which has a dozen members today. The object of the association will be to try to convince the Judicial Officers to turn to the liberal system. *"The problem is that our colleagues lack information"*, deplores Anton Lojowski. *"We expect the full support of the UIHJ"*, he indicated. For Italy, Andrea Masciotti thanked the UIHJ and its president for his renewed trust in the newly formed association of Italian Judicial Officers (Union of Europeans Ufficiale Giudizzari). *"Justice in Italy is paralyzed in all the sectors, including within the framework of the enforcement of court decisions. We want to create the conditions to establish a liberal profession"*, he announced.

### Good and Bad News

Bad news arrived from Germany. It would seem that the project of installation of a liberal Judicial Officer did not collect the majority of two thirds in Bundesrat, which is required for a constitutional change, said sadly the representative of Germany.

More optimistic is the announcement made by Mr. Alikhanov, chief of the

Enforcement Department at the Ministry of Justice of Azerbaijan, announcing his wish to become a member of the UIHJ. Mr. Alikhanov cordially thanked the UIHJ for its action in the project of reform in his country and in particular its project manager, Bernard Menut. Mr. Menut was delighted that recognized UIHJ experts are now solicited for new markets, in particular in Euro Mediterranean, in Kosovo or in the Persian Gulf with the State of Barhain. Following the Azerbaijan example, Mr. Stankovic, President of the Association of the Judicial Officers of FYROM, announced his desire to join the many Member States of the UIHJ. The representatives of Moldova asked for assistance to incite the government of their country *"to recognize and satisfy the requests of the Judicial Officers for*

*an installation of a liberal profession"*. They also thanked their Romanian fellow-members, and their chairman Mihai, for their support. President Isnard confirmed the support of the UIHJ and stressed that it was thanks to the support of the Romanians that our Moldavian fellow-members had been able to attend the meeting.

### Large Seminar in Brussels February 2008

Bernard Menut then presented the assessment of the work carried out in November 2006 during the Permanent Council on the multi-field Judicial Officer by underlining the success of the formula. For the next Permanent Council, the Secretary of the UIHJ proposed to work on the following topics:

- Harmonized standards of the handing over of legal documents (service of documents). Either that does not exist (in this case how that can function), or that exists (how the system functions).
- Access to patrimonial information of the debtor: research of the enforcement agents near the existing files.
- Certificate of negative inheritance. It is noted that if the debtor does not have any means of paying. Who can make this document? On what basis? What is the value of this document? What is its lifespan? What are its effects?

Considering a study made by the UIHJ; Leo Netten, 1st Vice-President of the UIHJ, announced the organization of a large meeting in Brussels in February 2008, on the use of the European instruments.

Concerning communication, Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ underlined the quality of the magazine and of the Internet site and thanked Mathieu Chardon, 1st Secretary of the UIHJ, for his investment in these two fields. This last presented an intermediate report on the Committee of the UIHJ. He indicated that the questionnaire on the profession prepared by the Committee would be addressed soon to the members of the Committee, with instructions on how to constitute the world bibliography and to supplement the handbook of the Judicial Officers.

Among the other events of the Permanent Council, the Eurodanube charter was signed by the whole of the representatives of the delegations, except for Hungary. The first meeting of UIHJ-Eurodanube will be held in Warsaw in September 2007, indicated Michal Redelbach.





*Une partie des délégations – A part of the delegations*

## The Small Sister of Ohada

Yacine Sene, Vice-President of the UIHJ, evoked Ohadac, the small sister of the African Ohada, for the Caribbean zone. The treaty of Ohada was such a success that other countries wished to reflect on the possibility of setting up such a system in their area, as in Southern Africa, or in the Caribbean zone. "The Judicial Officers are the most powerful actors within the framework of Ohada" underlined our colleague. That explains why the UIHJ was requested to bring its assistance in conjunction with other organizations. "We are invited because of our experiment in the field of Ohada and in international matters, at the sides of the magistrates and the people of the legal world, and in particular because of the influence of the UIHJ in the Caribbean zone. I would like to say how much the influence UIHJ is increasingly more constant and more actual" Jacques Isnard continued.

Lastly, the president of the UIHJ evoked the International Congress of the UIHJ, which will be held in Marseilles, France from the 7th through the 11th of September, 2009 on the provisional topic of: "New Rights for a More Open Profession".

This topic results from the idea to gather the work of the Congress of the UIHJ from Athens and to put forward new ideas on the basis of the law with a variation and an adaptation to new legal techniques. Thus, in the current concept of Romano-Germanic Law, a parking space is a building that requires complicated steps for it's selling, whereas a painting masterpiece can be sold with reduced formalities. "Our ambition is to constitute teams to disrupt the classification of movable and immovable property because there is an element, relating to credit, which is preeminent. We will add the work on the multi-field Judicial Officer to this new classification. We will put forward new instruments such as private deeds with authentic value. If there is somebody who can certify a private document, that has to be a Judicial Officer", specified president Isnard.

After two days of great intensity, it was time for president Mihai to thank the participants by again pointing out the honor given to Romania to organize this Permanent Council. "Without the support of Jacques Isnard, we would never have arrived at such a level of development. We were at a dead end. There were intentions so that our profession becomes again civil servant. Mr. Isnard incited us to fight for our rights" recognized Ducu Mihai.

*Vue sur Bucarest depuis le palais du parlement – View on Bucharest from the Parliament palace*



*La tribune, pendant la cérémonie d'ouverture – The tribune, during the official opening ceremony*

President Isnard concluded: "We are now at the end of this permanent council. You carried out a true prowess with a record number of participants. Five years ago, you did not exist! You created, developed, resisted and organized this Permanent Council. You will open the training center in Sinaia. You are an example to those who are present. All were struck by the remarks of consideration you received from your authorities, the Ministry of Justice and the President of the Parliament. It is the demonstration of the footprint that you leave on the legal activity of your country. We were invited in this "modern Versailles". That can revive the wounds of the history, but it is Romania which built it and the whole world travels to see it."

The official gala dinner, which followed, made it possible for everyone to meet again, to continue the discussions in an informal way and to taste – together with the local delicacies – the friendship that links the Judicial Officers in the world.



*Michal Redelbach, représentant de la délégation de Pologne – Representative of the Polish delegation*

